

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

20 JUILLET 1972

Arrêté royal relatif à la protection des oiseaux

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, modifiée par les lois des 4 avril 1900, 30 juillet 1922, 30 janvier 1924, 30 décembre 1936, 14 juillet 1961, 20 juin 1963, 30 juin 1967 et par l'arrêté royal du 10 juillet 1972, notamment l'article 31;

Vu la Convention internationale pour la protection des oiseaux, signée à Paris le 18 octobre 1950;

Vu la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, et notamment son article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Le présent arrêté s'applique à toutes les espèces d'oiseaux vivant à l'état sauvage dans les pays du Benelux, qu'ils soient vivants, morts ou naturalisés, ainsi qu'à toutes les sous-espèces, races ou variétés de ces espèces.

Toutefois, les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas :
aux espèces d'oiseaux énumérées à l'article 1bis de la loi du 28 février 1882, qui sont classées comme gibier;
aux races de pigeons domestiques et aux cygnes domestiques (Cygnaus).

Art. 2. Sauf dispositions contraires, le présent arrêté entend par :

œufs : les œufs complets ou évidés et les coquilles d'œufs des espèces d'oiseaux qui tombent sous le coup des dispositions du présent arrêté;

nids : les nids habités ou en construction.

CHAPITRE II. — Capture et transport d'oiseaux

Art. 3. Il est interdit en tout temps et en tous lieux de capturer, de tuer ou de détruire, de transporter, de transporter en transit et d'importer ou d'exercer, même temporairement, les oiseaux visés à l'article 1er, ainsi que leurs œufs, couvées et plumes, sauf les dérogations prévues ci-après.

Il est également défendu de déranger, d'enlever ou de détruire les nids des oiseaux visés à l'article 1er, à l'exception des nids placés contre des maisons et bâtiments attenants.

Art. 4. § 1er. Par dérogation à l'article 3, il est permis en tout temps à l'occupant et au titulaire du droit de chasse, ainsi qu'à leurs délégués ou gardes assermentés et aux agents et préposés de l'administration des eaux et forêts, de capturer, de tuer, de détruire ou de repousser les oiseaux repris à l'annexe I du présent arrêté, ainsi que leurs œufs et couvées.

A cet effet ces personnes peuvent, sous leur responsabilité, faire usage :

d'armes à feu, sans permis de port d'armes de chasse;
de matières toxiques ou stupéfiantes, à l'exception de graines empoisonnées;

de pièges placés d'une façon telle qu'ils rendent impossible la capture d'autres oiseaux.

L'usage de tous autres moyens ou engins est interdit.

Les nids de ces oiseaux peuvent être dérangés, détruits ou enlevés en tout temps.

Le transport de ces oiseaux ainsi que de leurs œufs, couvées et plumes est permis en tout temps à condition que la tête soit encore entièrement recouverte de ses plumes.

MINISTERIE VAN LANDBOUW

20 JULI 1972

Koninklijk besluit betreffende de bescherming van vogels

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, gewijzigd door de wetten van 4 april 1900, 30 juli 1922, 30 januari 1924, 30 december 1936, 14 juli 1961, 20 juni 1963, 30 juni 1967 en door het koninklijk besluit van 10 juli 1972, inzonderheid op artikel 31;

Gelet op het Internationaal Verdrag tot bescherming van vogels, ondertekend te Parijs op 18 oktober 1950;

Gelet op de Benelux-overeenkomst op het gebied van de jacht en de vogelbescherming, ondertekend te Brussel op 10 juni 1970;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, lid 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op alle in de Beneluxlanden in het wild levende vogelsoorten, daarin begrepen alle bestaande ondersoorten, rassen of variëteiten van deze soorten, ongeacht of de vogels levend, dood of opgezet zijn.

Vallen echter niet onder de bepalingen van dit besluit :
de in artikel 1bis van de jachtwet van 28 februari 1882 vermelde vogels die als wild gerangschikt zijn;
de tamme duivenrassen en de tamme zwanen (Cygnaus).

Art. 2. Behalve andersluidende aanduidingen begrijpt dit besluit onder :

eieren : volledige zowel als uitgeblazen eieren en eierschelpen van de vogelsoorten die onder de bepalingen van dit besluit vallen;

nesten : bewoonde of in aanbouw zijnde nesten.

HOOFDSTUK II. — Bemachtigen en vervoeren van vogels

Art. 3. Het is te allen tijde en om het even waar verboden de vogels bedoeld in artikel 1, evenals hun eieren, jongen en pluimen, te vangen, te doden of te verdelgen, te vervoeren, door te voeren en, zelfs tijdelijk, in of uit te voeren behoudens de hierna vermelde afwijkingen.

Het is eveneens verboden nesten van de vogels bedoeld in artikel 1 te verstoren, weg te nemen of te vernietigen, behalve nesten aangebracht tegen woonhuizen en aanpalende gebouwen.

Art. 4. § 1. In afwijking van het bepaalde in artikel 3, mogen de vogels vermeld in bijlage I van dit besluit, evenals hun eieren en jongen, te allen tijde worden gevangen, gedood, verdelgd of bestreden door de grondgebruiker en de houder van het jachtrecht evenals door hun gemachtigden of beëdigde wachters en door de ambtenaren en aangestelden van het bestuur van waters en bossen.

Daartoe mogen deze personen, onder hun verantwoordelijkheid, gebruik maken van :

vuurwapens, zonder jachtverlof ;
giftige of verdovende stoffen, met uitzondering van giftige graankorrels;

klemmen die derwijze zijn geplaatst dat zij de vangst van andere vogels onmogelijk maken.

Het gebruik van alle andere middelen of tuigen is verboden. De nesten van deze vogels mogen te allen tijde worden verstoord, vernield of weggenomen.

Het vervoer van deze vogels, evenals van hun eieren, jongen en pluimen is altijd geoorloofd op voorwaarde dat hun kop gans met de pluimen bedekt is.

§ 2. Les personnes déléguées par l'occupant à capturer, à tuer ou à détruire les oiseaux cités à l'annexe 1 du présent arrêté doivent être âgées d'au moins vingt et un an accomplis.

Elles ne peuvent avoir fait l'objet d'une condamnation pour maraudage, délit de chasse, attentat contre les personnes ou contre les propriétés.

La délégation doit résulter d'un écrit, rédigé et daté par l'occupant et signé par le délégué.

Elle indique :

1° Les nom, prénoms, profession et domicile de l'occupant et des délégués, ainsi que le lieu et la date de naissance de ces derniers;

2° La désignation exacte des parcelles pour lesquelles elle est consentie;

3° La durée de la délégation.

La durée de validité est d'un an maximum. Elle est renouvelable.

Elle est visée par le bourgmestre de la commune où les parcelles sont situées. Celui-ci en transmet dans les vingt-quatre heures une copie à l'ingénieur des eaux et forêts du ressort et au commandant de la brigade de gendarmerie.

La délégation doit être exhibée à toute demande d'une des personnes énumérées à l'article 24 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

En cas de révocation de la délégation, il en est donné avis par écrit au bourgmestre de la commune où les parcelles sont situées. Celui-ci transmet une copie dans les vingt-quatre heures à l'ingénieur des eaux et forêts du ressort et au commandant de la brigade de gendarmerie.

La délégation prend fin de droit en cas de condamnation pour l'une des infractions reprises à l'alinéa 2 du présent paragraphe.

CHAPITRE III. — *Détention et commerce d'oiseaux*

Art. 5. Il est interdit en tout temps et en tous lieux de détenir, de détenir en vue de la vente, d'acheter, de vendre, d'exposer en vente, de demander, d'acheter et de livrer les oiseaux visés à l'article 1^{er} ainsi que leurs œufs, couvées et plumes, sauf les dérogations ci-après.

Art. 6. § 1. Par dérogation à l'article 5, il est permis de détenir ou d'échanger les oiseaux mentionnés aux annexes 1 et 2 du présent arrêté, ainsi que leurs œufs, couvées et plumes.

Les oiseaux vivants mentionnés à l'annexe 2 doivent cependant faire l'objet, endéans les trois mois, d'un inventaire, qui doit être tenu à jour à chaque changement de la collection. Cet inventaire, ainsi que les modifications qui y sont apportées, doit être visé par le bourgmestre.

Notre Ministre de l'Agriculture peut, pour ce qui concerne la détention et l'échange de ces oiseaux, imposer des conditions plus restrictives.

Il est cependant interdit aux marchands d'oiseaux de détenir les oiseaux mentionnés à l'annexe 2 du présent arrêté dans leurs magasins, cours, entrepôts ou maisons attenantes, sauf s'il s'agit d'oiseaux naturalisés.

§ 2. Par dérogation à l'article 5, il est permis de trafiquer toute l'année les oiseaux mentionnés à l'annexe 1 du présent arrêté à condition que la tête soit encore entièrement recouverte de ses plumes.

§ 3. Les dispositions de l'article 5 ne s'appliquent pas aux oiseaux naturalisés des espèces autres que ceux cités aux annexes 1 et 2 du présent arrêté, pour autant qu'ils soient destinés à des établissements d'enseignement et aux organismes de recherches officiels.

Les oiseaux naturalisés appartenant à ces espèces qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, seraient détenus par d'autres établissements ou d'autres personnes, doivent, pour autant que l'obligation n'était pas prévue antérieurement, dans les trois

§ 2. De personen die door de grondgebruiker gemachtigd worden de vogels vermeld in bijlage 1 van dit besluit te vangen, te doden of te verdelgen moeten de volle leeftijd van eenentwintig jaar bereikt hebben.

Zij mogen geen veroordeling hebben opgelopen voor diefstal van veldvruchten, jachtmisdrijf, aanslag op personen of eigendommen.

De machtiging moet blijken uit een geschreven stuk, opgemaakt, en gedagtekend door de grondgebruiker en ondertekend door de gemachtigde.

Zij vermeldt :

1° De naam, voornamen, beroep en woonplaats van de gebruiker en de gemachtigden evenals de geboorteplaats en geboortedatum van deze laatsten;

2° De juiste aanduiding van de percelen voor dewelke de machtiging is toegestaan;

3° De duur van de machtiging.

De geldigheidsduur bedraagt maximum één jaar. De machtiging is hernieuwbaar.

Zij wordt gevisieerd door de burgemeester van de gemeente waar de percelen gelegen zijn. Deze laatste maakt binnen vierentwintig uren een afschrift over aan de rijksingenieur van waters en bossen van het gebied en aan de commandant van de rijkswachtbrigade.

De machtiging moet worden getoond op elk verzoek van één der personen vermeld in artikel 24 van de jachtwet van 28 februari 1882.

In geval van intrekking van de machtiging wordt hiervan schriftelijk kennis gegeven aan de burgemeester van de gemeente waar de percelen gelegen zijn. Deze laatste maakt binnen vierentwintig uren een afschrift over aan de rijksingenieur van waters en bossen van het ambtsgebied en aan de commandant van de rijkswachtbrigade.

De machtiging houdt van rechtswege op in geval van veroordeling wegens één der feiten vermeld in lid 2 van deze paragraaf.

HOOFDSTUK III. — *Bezit van en handel in vogels*

Art. 5. Het is te allen tijde en om het even waar verboden de vogels bedoeld in artikel 1, evenals hun eieren, jongen en pluimen, onder zich te hebben, ten verkoop voorhanden te hebben, te kopen, te verkopen, te koop te stellen of te vragen en te leveren behoudens de hierna vermelde afwijkingen.

Art. 6. § 1. In afwijking van het bepaalde in artikel 5 is het geoorloofd de vogels vermeld in de bijlagen 1 en 2 van dit besluit evenals hun eieren, jongen en pluimen, onder zich te hebben of te ruilen.

De levende vogels vermeld in bijlage 2, moeten echter binnen de drie maanden het voorwerp uitmaken van een inventaris die bij elke wijziging van de verzameling moet bijgewerkt worden. Deze inventaris en de wijzigingen die hij ondergaat worden door de burgemeester gevisieerd.

Onze Minister van Landbouw kan verder gaande voorwaarden voor het houden en het ruilen van deze vogels stellen.

De vogelhandelaars mogen de vogels vermeld in bijlage 2 van dit besluit echter niet onder zich hebben in hun winkels, op hun erven, in hun magazijnen of aanpalende woonhuizen, behalve zo het opgezette exemplaren betreft.

§ 2. In afwijking van het bepaalde in artikel 5 mag men de vogels vermeld in bijlage 1 van dit besluit gans het jaar verhandelen op voorwaarde dat de kop gans met de pluimen bedekt zij.

§ 3. Het bepaalde in artikel 5 slaat niet op opgezette exemplaren van soorten andere dan deze vermeld in de bijlagen 1 en 2 van dit besluit voor zover zij bestemd zijn voor onderwijsinstellingen en openbare onderzoeksorganismen.

De opgezette vogels van deze soorten die bij het in werking treden van dit besluit in het bezit zouden zijn van andere instellingen of personen moeten, voor zover zij dit vroeger niet moesten zijn, binnen de drie maanden het voorwerp uitmaken van een door

mois faire l'objet d'un inventaire visé par le bourgmestre de la commune. Une copie visée de cet inventaire sera déposée au greffe du tribunal de police du canton.

Ces exemplaires naturalisés ne peuvent plus être commercialisés.

Art. 7. § 1. Par dérogation aux articles 3 et 5, il est permis de transporter à l'état vivant du 1er décembre au 15 avril inclus, les oiseaux mentionnés à l'annexe 2 du présent arrêté en vue de leur participation à des expositions.

Il en est de même pour les pinsons (*Fringilla coelebs*) qui participent du 16 avril au 31 août à des concours de chant.

Les détenteurs des oiseaux visés au présent paragraphe doivent être porteurs d'un certificat de l'autorité communale, valable pour une année à partir du 1er décembre, attestant qu'ils sont propriétaires de ces oiseaux. Ils y mentionnent eux-mêmes les dates et les lieux des concours et expositions. Les expositions sont préalablement notifiées à l'ingénieur principal, chef de service des eaux et forêts du ressort.

§ 2. Par dérogation des articles 3 et 5 du présent arrêté, il est permis, toute l'année, de détenir, de transporter et de trafiquer des oiseaux visés à l'article 1er dont la couleur diffère totalement de celle des exemplaires de la même espèce, sous-espèce ou variété qui vivent en liberté.

CHAPITRE IV. — Dispositions particulières

Art. 8. Sous réserve des dispositions de l'article 4, le transport des engins ou moyens propres à opérer la capture ou la destruction d'oiseaux est interdit.

Art. 9. Le Ministre de l'Agriculture peut, dans l'intérêt de la science et de la conservation de la nature ou en vue de prévenir des dommages ou dans un but d'intérêt local, autoriser des dérogations temporaires aux dispositions du présent arrêté.

Les dispositions dérogatoires mentionnent la nature et la durée de l'autorisation, ainsi que les engins et moyens dont il peut être fait usage. Elles règlent également la détention, le transport et le trafic des oiseaux capturés ou détruits ainsi que le transport des engins et moyens autorisés.

Le Ministre peut également prendre des mesures de protection temporaires plus restrictives.

Art. 10. Seront saisis :

les engins transportés ou utilisés lors de la capture d'oiseaux en infraction aux dispositions du présent arrêté;

les oiseaux détenus, employés lors de la capture, tués ou capturés, transportés, achetés, exposés en vente, livrés ou échangés en infraction aux dispositions du présent arrêté. Ceux qui sont vivants seront remis immédiatement en liberté et ceux qui ne sont plus en état de voler seront remis au bourgmestre, qui les remettra à l'hospice le plus rapproché ou en disposera pour le mieux.

Art. 11. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées, prouvées, poursuivies et punies conformément à la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 12. § 1. L'arrêté royal du 15 septembre 1964 concernant les oiseaux insectivores et les tenderies, modifié par les arrêtés royaux des 21 mai 1965, 10 octobre 1966, 26 mai, 19 décembre 1967, 16 août, 24 septembre et 20 décembre 1968, 25 août et 6 septembre 1971, est abrogé.

§ 2. L'article 1, 6°, de l'arrêté royal du 24 mars 1953 attribuant aux inspecteurs des eaux et forêts certains pouvoirs conférés au Ministre de l'Agriculture par la loi du 28 février 1882 sur la chasse et par les arrêtés royaux pris pour l'exécution de cette loi, est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

de burgemeester van de gemeente, te viseren inventaris. Een gevisseerd afschrift van deze inventaris zal worden neergelegd op de griffie van de politierechtbank van het kanton.

Deze opgezette exemplaren mogen niet meer worden verhandeld.

Art. 7. § 1. In afwijking van het bepaalde in de artikelen 3 en 5 mogen de vogels vermeld in bijlage 2 van dit besluit levend worden vervoerd van 1 december tot en met 15 april met het oog op hun deelneming aan tentoonstellingen.

Dit is eveneens het geval voor vinken (*Fringilla coelebs*) die van 16 april tot en met 31 augustus aan zangwedstrijden deelnemen.

De houders van de in deze paragraaf bedoelde vogels moeten in het bezit zijn van een getuigschrift van de gemeenteoverheid, geldig voor één jaar van 1 december af, waaruit blijkt dat zij eigenaar zijn van deze vogels. Zij zelf vermelden er op de data en plaatsen van de wedstrijden en tentoonstellingen. De tentoonstellingen worden vooraf ter kennis gebracht van de eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst van waters en bossen van het gebied.

§ 2. In afwijking van het bepaalde in de artikelen 3 en 5 van dit besluit is het onder zich hebben, vervoeren en verhandelen van de vogels bedoeld in artikel 1, waarvan de kleur volledig afwijkt van deze van de in vrijheid levende exemplaren van dezelfde soort, ondersoort of variëteit, gans het jaar geoorloofd.

HOOFDSTUK IV. — Bijzondere maatregelen

Art. 8. Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 4 is het verboden tuigen of middelen die geschikt zijn voor het vangen of verdelgen van vogels te vervoeren.

Art. 9. De Minister van Landbouw kan, in het belang van de wetenschap en van het natuurbeheer of tot voorkoming van schade of met het oog op plaatselijk nut, tijdelijk afwijkingen toestaan van de bepalingen van dit besluit.

De afwijkende bepalingen vermelden de aard en de duur van de toegestane afwijking, evenals de tuigen en de middelen die eventueel mogen worden gebezigd. Die bepalingen regelen eveneens het onder zich hebben, vervoeren en verhandelen van de betrokken vogels en van de te bezigen tuigen en middelen.

De Minister kan eveneens tijdelijk verdergaande beschermingsmaatregelen treffen.

Art. 10. Worden in beslag genomen :

de in strijd met de bepalingen van dit besluit vervoerde of bij de vangst van vogels gebruikte tuigen;

de in strijd met de bepalingen van dit besluit onder zich gehouden, bij het vangen gebruikte, gedode of gevangen, vervoerde, gekochte of te koop gestelde, geleverde of geruilde vogels. De levende worden onmiddellijk vrijgelaten en die welke niet meer kunnen vliegen worden afgegeven aan de burgemeester die ze aan het dichtstbijgelegen godshuis zal bezorgen of er naar omstandigheden zal over beschikken.

Art. 11. Overtredingen van dit besluit worden vastgesteld, bewezen, vervolgd en gestraft overeenkomstig de jachtwet van 28 februari 1882.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 12. § 1. Het koninklijk besluit van 15 september 1964 betreffende de insectenetende vogels en de vogelvangst, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 mei 1965, 10 oktober 1966, 28 mei en 10 december 1967, 16 augustus, 24 september en 20 december 1968, 25 augustus en 6 september 1971, wordt opgeheven.

§ 2. Artikel 1, 6°, van het koninklijk besluit van 24 maart 1953 tot toekenning aan de woudmeesters van bepaalde machten die aan de Minister van Landbouw zijn opgedragen door de wet van 28 februari 1882 op de jacht en door de koninklijke uitvoeringsbesluiten van die wet, wordt opgeheven.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag volgend op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 14. Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 juillet 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Art. 14. Onze Minister van Landbouw en Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 juli 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw en Middenstand,

L. TINDEMANS

Annexe 1

Ploceidae :
Moineau domestique (*Passer domesticus*).
Moineau friquet (*Passer montanus*).
Sturnidae :
Etourneau sansonnet (*Sturnus vulgaris*).

Vu et approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 20 juillet 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Bijlage 1

Ploceidae :
Huismus (*Passer domesticus*)
Ringmus (*Passer montanus*)
Sturnidae :
Spreeuw (*Sturnus vulgaris*)

Ons bekend en goedgekeurd om gevoegd te worden bij Ons besluit van 20 juli 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw en Middenstand,

L. TINDEMANS

Annexe 2

Columbidae :
Tourterelle turque (*Streptopelia decaocto*)
Bombycillidae :
Jaseur boréal (*Bombycilla garrulus*)
Turdidae :
Merle à plastron (*Turdus torquatus*)
Grive musicienne (*Turdus philomelos*)
Emberizidae :
Bruant rustique (*Emberiza rustica*)
Bruant zizi (*Emberiza cirius*)
Bruant nain (*Emberiza pusilla*)
Bruant jaune (*Emberiza citrinella*)
Bruant proyer (*Emberiza calandra*)
Bruant fou (*Emberiza cia*)
Bruant ortolan (*Emberiza hortulana*)
Bruant des roseaux (*Emberiza schoeniclus*)
Bruant à calotte blanche (*Emberiza leucocephalos*)
Fringillidae :
Gros-bec casse noyaux (*Coccothraustes coccothraustes*)
Sizerin flammé (*Carduelis flammea*)
Venturon montagnard (*Serinus citrinella*)
Serin cini (*Serinus serinus*)
Linotte à bec jaune (*Carduelis flavirostris*)
Bouvreuil pivoine (*Pyrrhula pyrrhula*)
Verdier d'Europe (*Chloris chloris*)
Pinson du Nord (*Fringilla montifringilla*)
Linotte mélodieuse (*Carduelis cannabina*)
Becroisé des sapins (*Loxia curvirostra*)
Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*)
Tarin des aulnes (*Carduelis spinus*)
Pinson des arbres (*Fringilla coelebs*)

Bijlage 2

Columbidae :
Turkse tortel (*Streptopelia decaocto*)
Bombycillidae :
Pestvogel (*Bombycilla garrulus*)
Turdidae :
Beflijster (*Turdus torquatus*)
Zanglijster (*Turdus philomelos*)
Emberizidae :
Bosgors (*Emberiza rustica*)
Cirlgors (*Emberiza cirius*)
Dwerggors (*Emberiza pusilla*)
Geelgors (*Emberiza citrinella*)
Grauwe gors (*Emberiza calandra*)
Grijze gors (*Emberiza cia*)
Ortolaan (*Emberiza hortulana*)
Rietgors (*Emberiza schoeniclus*)
Witkopgors (*Emberiza leucocephalos*)
Fringillidae :
Appelvink (*Coccothraustes coccothraustes*)
Barmsijs (*Carduelis flammea*)
Citroensijs (*Serinus citrinella*)
Europese kanarie (*Serinus serinus*)
Flater (*Carduelis flavirostris*)
Goudvink (*Pyrrhula pyrrhula*)
Groenling (*Chloris chloris*)
Keep (*Fringilla montifringilla*)
Kneu (*Carduelis cannabina*)
Kruisbek (*Loxia curvirostra*)
Putter (*Carduelis carduelis*)
Sijs (*Carduelis spinus*)
Vink (*Fringilla coelebs*)

Ploceidae :
Moineau soulcie (Petronia petronia)
Sturnidae :
Martin roselin (Pastor roseus)

Vu et approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 20 juillet 1972.

BAUDOUIIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

L. TINDEMANS

Ploceidae :
Rotsmus (Petronia petronia)
Sturnidae :
Rose spreeuw (Pastor roseus)

Ons bekend en goedgekeurd om te worden gevoegd bij Ons besluit van 20 juli 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw en Middenstand,

20 JUILLET 1972. — Arrêté ministériel autorisant l'exposition de certains turdidés

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, modifiée par les lois du 4 avril 1900, 30 juillet 1922, 30 janvier 1924, 30 décembre 1936, 14 juillet 1961, 20 juillet 1963, 30 juin 1967 et par l'arrêté royal du 10 juillet 1972, notamment les articles 10 et 12;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, et notamment son article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. Les grives draine, litorne et mauvis, ainsi que les merles peuvent être transportés vivants du 26 novembre au 15 avril, en vue de leur participation à des expositions d'oiseaux.

Les détenteurs de ces oiseaux doivent être porteur d'un certificat de l'autorité communale, valable pour un an à partir du 1er décembre, attestant qu'ils sont propriétaires des oiseaux.

Ils y mentionnent eux-mêmes les dates et lieux des expositions.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Les gouverneurs des provinces sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 1972.

L. TINDEMANS

20 JULI 1972. — Ministerieel besluit waarbij het tentoonstellen van zekere lijsterachtigen wordt toegestaan

De Minister van Landbouw en Middenstand,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, zoals zij werd gewijzigd bij de wetten van 4 april 1900, 30 juli 1922, 30 januari 1924, 30 december 1936, 14 juli 1961, 20 juli 1963, 30 juni 1967 en bij koninklijk besluit van 10 juli 1972, inzonderheid op artikelen 10 en 12;

Gelet op de wet van 13 december 1946, houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, lid 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. Grote lijsters, kramsvogels, koperwieken en merels mogen van 26 november tot en met 15 april levend worden vervoerd met het oog op hun deelneming aan vogeltentoonstellingen.

De houders van deze vogels moeten in het bezit zijn van een getuigschrift van de gemeenteoverheid, geldig voor één jaar van 1 december af, waaruit blijkt dat zij eigenaar zijn van de vogels.

Zij zelf vermelden op dit getuigschrift de data en plaatsen van de tentoonstellingen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag volgend op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De gouverneurs der provincies zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juli 1972.

AVIS OFFICIELS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Publication des vacances dans l'Ordre judiciaire

Places vacantes :

- greffier à la justice de paix du canton de Tongres (1);
- commis-greffier au tribunal de première instance de Mons (1);
- secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Louvain (1);
- rédacteur au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruges, section compétente en matière de police (3);
- rédacteur au parquet de l'auditeur du travail de Bruxelles (1).

Justice militaire

- Commis-greffier au conseil de guerre permanent de Gand (1).

OFFICIËLE BERICHTEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Bekendmaking

van de bij de Rechterlijke Macht openstaande plaatsen

Openstaande plaatsen :

- griffier bij het vredegericht van het kanton Tongeren (1);
- klerk-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Bergen (1);
- adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Leuven (1);
- opsteller bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, afdeling bevoegd voor politiezaken (3);
- opsteller bij het parket van de arbeidsauditeur te Brussel (1).

Militair Gerecht

- Klerk-griffier bij de bestendige krijgsraad te Gent (1).